

AMENDEMENTS ET ADDITIONS AU PREMIER RAPPORT DE LA  
COMMISSION DE L'ENERGIE ATOMIQUE AU CONSEIL DE SECURITE  
PROPOSES AU COURS DE LA CENT-HUITIEME SEANCE DU CONSEIL  
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT DE L'UNION SOVIETIQUE

Partie II, section C, "Conclusions générales".

I. Ajouter l'alinéa suivant au point 2 : "L'inspection, la surveillance et la direction exercées par l'organisme international s'appliqueront, dès l'entrée en vigueur de la convention ou des conventions appropriées, à toutes les entreprises existantes fabriquant des produits atomiques finis ("combustibles" nucléaires)."

II. Modifier la rédaction du premier paragraphe du point 5 de la manière suivante :

"5. Un système de contrôle efficace de l'énergie atomique doit avoir une envergure internationale et doit être établi par une convention multilatérale exécutoire, dont l'application doit être assurée dans le cadre du Conseil de sécurité".

III. Modifier comme suit le texte du paragraphe 6 :

"6. Un accord international mettant hors la loi, la production, la possession et l'emploi d'armes atomiques constitue une partie essentielle de tout système de contrôle international de l'énergie atomique. Une convention de ce genre doit, pour être efficace, prévoir un système complet de contrôle international comportant des mesures de surveillance et d'inspection capables de faire respecter les termes de la convention et de protéger les états qui respectent la convention contre les risques de violation et de subterfuge". (+)

(+) Citation extraite du Mandat de la Commission tel qu'il est exposé à l'article V de la Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 24 janvier 1946.

Troisième partie - Recommandations

IV. Ajouter au point 1, après les mots "dans le mandat de la Commission" le membre de phrase suivant : "et dans la résolution de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1946, relative aux "principes régissant la réglementation et la réduction générales des armements".

V. Modifier comme suit le point 2 :

"Ledit système de contrôle international de l'énergie atomique devrait être établi par une convention précisant son but et ses fonctions à laquelle toutes les nations Membres des Nations Unies pourraient adhérer avec les mêmes droits et les mêmes obligations. Le système de contrôle international ne serait déclaré en vigueur que lorsque les Membres des Nations Unies dont la participation est nécessaire pour en assurer le succès, se seront engagés, en signant et en ratifiant la convention, à accepter et à maintenir cette convention. Il faudrait aussi envisager la participation des nations qui ne sont pas membres des Nations Unies".

VI. Modifier comme suit le point 3 :

Remplacer le premier membre de phrase "Le traité devrait contenir, entre autres, des mesures", par le membre de phrase suivant "la convention devrait contenir, entre autres, des mesures".

Rédiger le paragraphe 3 (a) de la manière suivante :

"créant au sein du Conseil de sécurité une commission internationale de contrôle chargée de faire appliquer, de manière efficace, les clauses de la convention et disposant des pouvoirs nécessaires à cet effet et pour l'exécution rapide de ses fonctions courantes. La convention devrait établir et délimiter clairement les droits, les pouvoirs et les responsabilités de cette Commission. Ces pouvoirs devraient être suffisamment étendus et souples pour permettre à la Commission de faire face à la situation qui pourrait être créée, dans le domaine de l'énergie atomique, par de nouvelles découvertes. La Commission sera notamment chargée de faciliter, par tous les moyens, entre tous les pays, l'échange de renseignements scientifiques fondamentaux sur l'énergie atomique pour des fins

pacifiques; elle aura la responsabilité d'empêcher l'usage de l'énergie atomique à des fins militaires et d'encourager son utilisation à l'avantage des habitants de tous les pays. Les organes de contrôle et d'inspection devront, en exerçant leurs fonctions de contrôle et d'inspection, se conformer à leur propre règlement qui devra prévoir que, le cas échéant, les décisions seront prises à la majorité des voix".

VII. Rédiger le paragraphe 3 (c) de la manière suivante :

"Interdisant, pour toutes les nations parties aux conventions à la convention et pour tous leurs ressortissants, la fabrication, la possession et l'utilisation d'armes atomiques".

VIII. Rédiger comme suit le paragraphe 3 (d)

"Prescrivant les moyens et les méthodes en vue de déterminer les violations des termes de la convention, condamnant lesdites violations comme un crime international, et déterminant la nature des mesures destinées à assurer des contraintes et des sanctions à l'égard des individus et aux nations se rendant coupables de violations des dispositions de la convention,

"Les mesures d'ordre judiciaire ou autre en vue d'établir les violations de la convention et les sanctions correspondantes devraient être rapides et sûres. Les violations graves de la convention devraient être signalées immédiatement par la Commission aux nations parties à la convention et au Conseil de sécurité".

X. Rédiger comme suit le point 4 :

"Il ne faut pas oublier, en considérant la violation éventuelle de la convention qu'une violation très grave pourrait être de nature à justifier l'exercice du droit de légitime défense que reconnaît l'Article 51 de la Charte des Nations Unies".

1. Rédiger comme suit le point 5 :

"5. La convention devrait embrasser la totalité du programme conçu pour la mise en vigueur du système de contrôle international de l'énergie atomique et prévoir un plan pour l'exécution, après un certain délai, des mesures transitoires qui amèneront progressivement, régulièrement et d'un commun accord à l'établissement d'un contrôle international complet et efficace de l'énergie atomique. Pour que cette transition puisse s'effectuer aussi rapidement que possible, en garantissant à tous leurs droits et leur sécurité, la présente Commission devrait veiller à l'application de ces mesures transitoires, comme le prescrit la convention, et avoir le pouvoir de déterminer le moment où une ou plusieurs des phases particulières ont été franchies et où doivent commencer les phases suivantes".

XII. La délégation soviétique propose d'ajouter un nouveau point qui constituera le point 6, ainsi conçu :

"Afin de réaliser au plus vite la mise en oeuvre des conclusions et recommandations ci-dessus, ainsi que de la résolution que l'Assemblée générale a adoptée le 14 décembre 1946 au sujet des "principes régissant la réglementation et la réduction générales des armements", le Conseil de sécurité estime qu'il est urgent d'étudier sans délai les projets de convention tendant à interdire l'arme atomique et toutes autres armes principales pouvant être utilisées en vue d'une destruction en masse".

-----